L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72.

NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 5 AOUT 1876. 32me ANNEE.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN. 5 AOUT.

Candidatures démocratiques 1876

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

SAMUEL J. TILDEN,

DE NEW YORK.

POUR VICE-PRESIDENT,

THOS. A. HENDRICKS,

DE L'INDIANA.

POUR GOUVERNEUR DE LA LOUISIANE,

GENERAL FRANK T. NICHOLLS,

D'ASSOMPTION.

POUR LIEUTENANT GOUVERNEUR,

HONORABLE L. A. WILTZ,

D'ORLEANS.

POUR AVOCAT-GENERAL,

H. N. OGDEN,

D'ORLEANS.

POUR SECRETAIRE D'ETAT,

W. A. STRONG,

DE WINN.

POUR AUDITEUR,

ALLEN JUMEL,

D'IBERVILLE.

POUR SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

R. M. LUSHER,

D'ORLEANS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Négociants des Encanteurs, rue Royale—14 magnifiques terrains, dans le 2me District, face aux rues Rendon, Washington et St-John.

Par D. E. Morphy & Son—A l'angle des rues Lafayette et Magazine—Farine.

Par E. Armox, à son bureau d'encan, No 131 rue de la Levée de Chartres—Meubles, verreries, etc., etc., chez magnifique piano.

Suite.—Voir l'annonce de D. E. Morphy & Son.

L'emploi des troupes dans le Sud.

La déposition du général Sherman devant le comité militaire de la Chambre, déposition qu'on a pu lire hier dans nos dépêches, ne laisse guère de doute sur les intentions de Grant de ne pas retirer un seul des 3000 soldats actuellement campés dans ces quatre Etats du Sud et destinés à servir, de façon plus ou moins directe, la politique radicale.

Interrogé sur le point de savoir s'il était pas possible de retirer ces troupes pour former l'armée dans le pays indien, Sherman s'est contenté de répondre :

Je tiens de haute autorité que ces troupes sont besoin—aux marshalls et aux juges du Revenu pour le maintien de la paix publique, etc.—je n'ai pas le droit d'en dire davantage.

Et le président ayant insisté, il a ajouté :

Je suis forcé de répondre que cela est impossible parce que ceux qui sont revêtus de l'autorité, jugent leur présence nécessaire. Cette décision est peut-être sacrée et finale et c'est ma position.

M. Ferry—Vous ne dites pas cependant que c'est votre jugement.

Sherman—Il convient peu de demander à un soldat une opinion en dehors de son devoir. Il ne doit pas se former une opinion.

Sherman a répondu comme il convenait à un militaire, s'abstenant d'approuver la politique du Président et refusant de la censurer. Mais sa réponse, si réservée qu'elle soit, n'en est pas moins significative.

Un petit corps d'armée envoyé contre les Indiens, est exposé à de nouveaux désastres; il compte à peine 3000 hommes; il a besoin de renforts. On ne peut en prendre dans les corps qui font le service des frontières car leur présence est indispensable. Il y a 3000 soldats répartis dans des Etats ou dans pas un. Les Carolines, la Georgie, la Floride, l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane et l'Arkansas.

Ces Etats sont restés dans l'Union, sur un pied d'égalité avec tous les Etats du Nord. L'intervention des troupes fédérales dans ces Etats en cas d'émeutes n'est permise que sur une réquisition formelle de la législature. Les désordres locaux, les violences individuelles qui peuvent y survenir, sont, d'après la jurisprudence établie par deux récents arrêts de la Cour Suprême, du ressort exclusif de la justice criminelle de chaque Etat. Les Cours des Etats-Unis n'ont rien à voir, et encore moins l'armée. Tel est l'effort constitutionnel bien établi, bien clair.

Malgré cela, les hautes autorités dont parle Sherman, jugent la présence des troupes nécessaire. Nécessaires à quoi ? Nous répondons sans hésiter: au maintien du régime des carpet-baggers là où il subsiste encore comme dans la Caroline du Sud et dans la Louisiane, au rétablissement de ce régime là où il a été renversé comme en Géorgie, dans le Mississippi et l'Alabama.

Les gouvernements radicaux du Sud sont issus soit de la fraude soit de l'insurrection, ont été dus ordinairement de la force brutale employée par Grant, et cet homme veut de nouveau employer la force brutale pour les maintenir ou les rétablir.

Telles sont les raisons—que le général Sherman n'a pas cru devoir donner—de la décision de son chef, mais elles sont évidentes et n'ont pas besoin d'être démontrées.

Le maintien de la paix publique dans un Etat n'est pas l'affaire du Président des Etats Unis, tant que celui ci n'a pas été également requis de prêter main forte aux autorités locales. La paix publique ne courrait, d'ailleurs, aucun risque si tous les soldats étaient retirés, car s'il n'y aurait aucun conflit, parce que personne, livrés à eux-mêmes, ne les provoquerait pas.

Le maintien des troupes dans le Sud a un autre objet que de servir les plans politiques radicaux des radicaux, et, comme ces plans ont reçu un commencement d'exécution dans plusieurs localités, il ne reste plus un mystère.

Les meneurs radicaux organisent les affranchis en bandes armées et leur prêchent la guerre contre les blancs en leur promettant la possession des terres, et pour les encourager à s'enrôler dans les rangs noirs, il leur promettent l'appui des troupes fédérales. Le but à atteindre par ces menées est de provoquer assez de conflits partiels pour généraliser l'antagonisme entre les races et pour influencer les élections.

Avec un système de persécutions judiciaires, on espère, d'un autre côté, de désorganiser les blancs à l'approche du scrutin.

Enfin, les désordres qu'on jura résumé à créer, fourniront un prétexte au Bureau des retours en Louisiane, ou au Sénat des Etats-Unis en ce qui concerne les autres Etats, pour ne pas reconnaître les résultats du scrutin.

Mais l'on peut s'étonner à bon droit de la persistance de Grant à rechercher à son vieux moyens qui n'ont pu empêcher le Mississippi et l'Alabama de s'affranchir du radicalisme et qui n'ont abouti, en Louisiane, qu'à un régime reconnu par le Congrès lui-même comme un régime usurpateur.

On peut donc se demander si l'homme de la Maison Blanche ne rêve pas de provoquer, à force d'illégalité et d'influences attentatoires aux libertés des populations du Sud, des conflits non seulement entre les blancs et les noirs mais encore entre les blancs et ces 3000 soldats, afin de fournir un prétexte pour faire rejeter les votes électoraux de ces Etats dans le décembre prochain.

LETTRE D'ACCEPTATION DU GOUVERNEUR TILDEN.

Nous n'avons commencé à recevoir les premières pages de la lettre d'acceptation du gouverneur Tilden, de New-York, qu'à minuit et demi, et nous estimons toutefois que cette lettre contient 4000 mots, laissant trois colonnes et demie.

Dans l'impossibilité où nous sommes de traduire en une heure un document de cette étendue, et ne voulant pas nous exposer à nuire à l'importance qu'il a sans doute par un résumé qui serait nécessairement insuffisant et peut-être même erroné, nous préférons en remettre à demain la traduction et la publication. Nos lecteurs comprendront aisément que ce retard est absolument forcé.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La révision de l'enregistrement.

Il est question de requérir du comité démocratique de procéder aux révision de l'enregistrement dans les cinq grands wards de la ville, qui ont envoyé chacun une double délégation à la convention de Baton Rouge, savoir les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e wards.

Il est inconcevable que des fraudes considérables aient été commises dans ces cinq wards, et il nous paraît que le comité de parroisse ne saurait refuser d'accorder une révision de l'enregistrement.

Il faudrait, en outre, que le comité exigeât trois citoyens de chaque ward, dans chaque ward, pour composer le bureau d'un comité de révision, et que dans le cas où ce comité de révision, diversement divisé, ne s'accorderait pas, le comité de parroisse tout entier vendrait bien agir comme arbitre et se constituer en tribunal pour juger la question, en donnant aux parties intéressées tout le loisir de s'expliquer et de fournir des preuves.

C'est là, selon nous, la manière la plus honorable et la plus équitable de mettre fin à des dissensions pénibles. Le comité de paroisse acceptera-t-il la suggestion ?

Séance du Bureau de Santé.

Le Bureau de Santé s'est réuni avant-hier soir, sous la présidence du docteur Gandolfi.

La séance a été peu importante. Le rapport des inspecteurs sanitaires des différents districts a été lu et approuvé.

Une communication du docteur Southworth, président du bureau sanitaire du Mississippi, a été lue. Le docteur Southworth se défend aussi bien que possible et déclare que les accusations de négligence et malfaçons qui ont été portées contre lui ne sont pas fondées. La commission du docteur Russell, comme inspecteur sanitaire du troisième district, à la place du docteur Devron, a été révoquée et le docteur Devron maintenu, attendu que le docteur Russell a négligé d'entrer dans l'exercice de ses fonctions.

La Messe de M. Collignon.

L'heure matinale à laquelle a été célébrée, lundi dernier, à l'église de l'Immaculée Conception, la messe pendant laquelle a été chanté le *Kyrie* de M. G. Collignon, n'a pas permis à beaucoup de personnes, désireuses d'entendre la nouvelle œuvre du professeur, d'y assister. Pour répondre à leur désir, le *Kyrie* sera chanté demain, dimanche, dans la même église, pendant la grand'messe. Les personnes qui ont entendu la composition de M. Collignon s'accordent à en faire le plus grand éloge.

Premier club auxiliaire démocratique du cinquième ward.

A une réunion du premier club auxiliaire démocratique du cinquième ward, qui a eu lieu hier soir, au quartier général, rue des Remparts No 118, des nominations, présentées par Mr H. J. Rivet, ont été adoptées, ratifiant le programme et les candidatures de la Convention de Baton Rouge.

Gardes de Nicholls et Wiltz.

Un club s'est organisé hier soir dans le troisième ward, sous le nom de Gardes de Nicholls et Wiltz. L'organisation compte déjà cent cinquante membres.

Les officiers suivants ont été élus : président, E. W. Young, vice-présidents H. Leichenheimer, W. H. Perry, A. C. Berthoumieu, secrétaire, D.L. Mendez, trésorier, A. Fournier.

Querelle sanglante.

Vers trois heures hier après-midi, une querelle s'est engagée, au No 116 rue Dauphine, entre un cocher de nuit, nommé Mike Ward, et une femme du nom de Sarah Ryan.

Cette dernière a donné un coup de rasoir à Mike Ward, tranchant presque le pouce gauche.

Les blessures ont été dangereuses, car il y a eu une artère intéressée et le blessé a perdu beaucoup de sang. Il a été envoyé à l'hôpital des Lazaristes où on lui a donné les soins nécessaires.

La femme a été arrêtée et incarcérée au poste de police du troisième precinct.

Une partie de billard pour le titre de champion.

Messieurs John Miller et A. Abrams, deux de nos plus forts amateurs, ont joué hier soir une partie de billard en quatre cents points, carambolages à trois billes, à la salle de billard, pour le titre de champion de l'Etat.

La partie a été gagnée par Abrams, qui a battu Miller de cinquante-et-un points.

On avait dit d'abord que le notoire Schonhausen, de l'ex Palais de Cristal, s'était évadé, conjointement le camp des forçats dans la paroisse Rivière-Rouge. Enquête, on a démenti cette nouvelle.

Il paraît maintenant que Schonhausen n'est pas en cet état, mais bien [illegible] un détachement [illegible]

La première balle de coton.

La première balle de coton de cette année, venant du Mississippi, est arrivée hier à Nelle, par le chemin de fer Jackson & Great Northern. Elle a été reçue par Robert E. Lee, commissionnaire, et livrée au Maire. C'est la Cie. [illegible]

Cette balle de coton provient de l'habitation Urena, près de Vicksburg, appartenant à messieurs Montgomery et fils.

Le coton est classé comme middling.

LE NOUVEAU STEAMER ROBERT E. LEE.

Son arrivée dans le port de la Nouvelle-Orléans est saluée par la foule.

Le nouveau steamer Robert E. Lee, capitaine Cannon, est entré hier après midi, à cinq heures, dans le port de la Nouvelle-Orléans, et a été hourailli par tous les steamers bateaux comme le roi du grand fleuve qu'il paraissait de notre ville à St. Louis.

Une foule de spectateurs, attirée par Washington a salué son arrivée, et tous les steamers, au moment de la parade, ont arboré leur drapeau et fait entendre leurs sifflets pour *saluer* bienvenue au nouveau venu.

Le Robert E. Lee, lui qu'il est actuellement, n'a pas de rival sur le fleuve. Sa capacité est de quinze mille balles de coton, et il a quatre-vingt-dix cabines pour les passagers.

Il est impossible de voir un plus beau bateau, un vaisseau plus parfait.

Il a été visité, hier après-midi, par plusieurs milliers de personnes et on vira encore aujourd'hui de 8 à 10 heures, pour ceux qui n'ont pas pu le voir hier.

Il est mouillé actuellement au pied de la rue du Canal.

Tribunal et Turnbull en route pour Washington.

Le juge Lynch, de la Cour Supérieure de l'District, et par conséquent membre d'office du bureau électoral, a reçu hier soir un télégramme de Washington, lui annonçant que son attendu d'une heure à l'autre, dans la soirée ou dans la matinée, à la station du Nord-Est. Il est possible que les deux messieurs soient déjà arrivés à Washington. Voici le télégramme de Washington annonçant le départ de M. Turnbull, député-shérif Republicain :

Un député du shérif Packer de la Nouvelle-Orléans, nommé Turnbull, est parti pour [illegible]

Le coroner Clapham a fait une enquête relativement à la mort de Mme Bonnet, [illegible] jeune femme de 25 ans, qui a été [illegible] par le feu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le fait ressort de l'enquête et par la déposition de la victime et par la déposition de [illegible] que Mme Bonnet a été brûlée par accident et sans aucune intention criminelle.

[illegible] a été [illegible] [illegible] [illegible]